

Sondage post-attentat / Figaro

Adrien ABECASSIS <adrien.abecassis@gmail.com>

17 juillet 2016 à 16:08

À : Secrétariat - Président <secretariat.president@elysee.fr>, Jean-Pierre JOUYET <jean-pierre.jouyet@elysee.fr>, Jean-Pierre JOUYET <secretariat.jouyet@elysee.fr>, jean-pierre.hugues@elysee.fr, "boris.vallaud@elysee.fr" <boris.vallaud@elysee.fr>, "gaspard.gantzer@elysee.fr" <gaspard.gantzer@elysee.fr>, Vincent Feltesse <vincent.feltesse@elysee.fr>, SIMA Isabelle <isabelle.sima@elysee.fr>, Constance RIVIERE <constance.riviere@elysee.fr>, julie.bouaziz@elysee.fr, BOCQUET Pierre-Yves <pierre-yves.bocquet@elysee.fr>, bernard.rullier@elysee.fr
Cci : ABECASSIS Adrien <adrien.abecassis@elysee.fr>

Le Figaro publie demain un sondage dont le terrain s'est déroulé les 15 et 16 juillet :

1/ la confiance dans le PR et le gouvernement pour lutter contre le terrorisme est faible : 33%, contre 50% en novembre. La gauche n'accorde sa confiance qu'à 55% (avec une différence nette gauche radicale - PS) ; la droite à 18%.

Les forces de sécurité ne subissent pour leur part pas d'érosion (sauf légèrement à la gauche de la gauche - après la séquence manifestations) : 84% de confiance.

2/ le sentiment d'être "vraiment en guerre" régresse cependant par rapport à novembre : 50% contre 59% en novembre. Cela peut-être dû à deux explications, complémentaires :
- la date du terrain, avant la revendication de Daesh, lorsque les médias s'interrogeaient sur le profil du tueur (auquel cas les résultats ont sans doute bougé depuis) ;
- parce que les gens ont le sentiment que nous n'avons pas pris toutes les mesures qui correspondent à un état de guerre, donc que nous n'y sommes pas "vraiment" - même si elle nous a été déclarée.

3/ 40% pensent que "leur propre vie quotidienne" va changer après cet attentat (sans clivage notable). C'est un peu moins qu'en novembre (44%), mais c'est encore beaucoup, et surtout ce ne sont pas forcément les mêmes.

4/ Spontanément, la demande sécuritaire est extrêmement forte :

- 88% pensent que les autorités n'en font pas assez en ce qui concerne "*les peines prononcées par la justice contre les membres des réseaux et des cellules terroristes*", 77% en ce qui concerne "*les moyens juridiques accordés aux forces de police et aux services de renseignement*", 69% en ce qui concerne les effectifs des forces de l'ordre. 91% se disent favorables à une "*perpétuité réelle*". Réponses très largement majoritaires même à gauche.

- 81% se disent ainsi "*prêts à accepter davantage de contrôle et une certaine limitation de ses libertés*" (y compris 73% à gauche).

Cela restera sans doute la seule demande spontanée (jamais assouvie quoi que nous fassions) si nous ne parvenons pas à élargir le débat au-delà des sujets strictement sécuritaires (actions pour renforcer notre propre cohésion - citoyenne, sociale, républicaine - en plus de se défendre du terrorisme).

A.